

PEM, AVRIL 2020

RÉSUMÉ

14 avril 2020

La pandémie de COVID-19 a un coût humain considérable et de plus en plus élevé dans le monde entier. Pour sauver des vies et permettre aux systèmes de soins de faire face à la situation, il a fallu prendre des mesures d'isolement, de confinement et de fermeture généralisée en vue de ralentir la propagation du virus. La crise sanitaire a ainsi de graves répercussions sur l'activité économique. En raison de la pandémie, l'économie mondiale devrait connaître une forte contraction de 3 % en 2020, soit un recul bien plus marqué que lors de la crise financière de 2008-09 (tableau 1.1). Selon un scénario de référence fondé sur l'hypothèse d'une atténuation de la pandémie au cours du deuxième semestre de 2020 et d'un relâchement progressif des efforts d'endiguement, l'économie mondiale devrait croître de 5,8 % en 2021, à mesure que l'activité économique se normalisera, grâce au soutien des pouvoirs publics.

Les prévisions de croissance mondiale sont extrêmement incertaines. Les conséquences économiques dépendent de facteurs dont l'interaction est difficile à prévoir, notamment l'évolution de la pandémie, l'intensité et l'efficacité des mesures d'endiguement, l'ampleur des perturbations de l'approvisionnement, les répercussions du resserrement spectaculaire des conditions financières mondiales, les mutations des schémas habituels de dépenses, les changements de comportement (la population évite les centres commerciaux et les transports publics, par exemple), les effets sur la confiance et la volatilité des cours des produits de base. De nombreux pays font face à une crise à plusieurs niveaux : choc sanitaire, perturbations économiques internes, chute de la demande extérieure, retournement des flux de capitaux et effondrement des cours des produits de base. Les risques d'une aggravation de la situation prédominent.

Il est indispensable de prendre des mesures efficaces pour éviter de pires résultats. Ces mesures visant à atténuer la contagion et à préserver des vies humaines auront un effet néfaste à court terme sur l'activité économique, mais doivent être considérées comme un investissement important dans la santé humaine et économique à long terme. La priorité immédiate est de limiter les répercussions de l'épidémie de COVID-19, notamment en augmentant les dépenses de santé visant à renforcer les capacités et les ressources du secteur sanitaire tout en prenant dans le même temps des dispositions qui freinent la contagion. La politique économique devra également amortir les effets du fléchissement de l'activité sur la population, les entreprises et le système financier, réduire les séquelles persistantes d'un inévitable ralentissement prononcé et faire en sorte que la reprise économique puisse s'amorcer rapidement une fois la pandémie passée.

Étant donné que les répercussions économiques sont le résultat de chocs particulièrement graves dans certains secteurs, les dirigeants devront prendre des mesures d'envergure et ciblées sur les plans budgétaire, monétaire et financier pour aider les ménages et les entreprises touchés. Ces mesures contribueront à maintenir les relations économiques pendant toute la période de paralysie et sont indispensables à une normalisation progressive de l'activité une fois que la pandémie se sera atténuée et que les mesures d'endiguement auront été levées. De nombreux pays avancés ont rapidement pris des mesures d'envergure sur le plan budgétaire (Allemagne, Australie, Espagne, États-Unis, France,

Italie, Japon et Royaume-Uni notamment). Bon nombre de pays émergents et de pays en développement (Afrique du Sud, Chine et Indonésie, par exemple) ont également annoncé ou commencé à fournir une aide budgétaire importante aux secteurs et aux travailleurs les plus touchés. Il faudra intensifier ces mesures si la suspension de l'activité économique perdure ou si la reprise de l'activité après la levée des restrictions manque de vigueur. Les pays faisant face à des problèmes de financement dans leur lutte contre la pandémie et ses effets pourraient avoir besoin d'un soutien extérieur. Une relance budgétaire à grande échelle peut prévenir un recul plus marqué de la confiance, augmenter la demande globale et éviter un ralentissement encore plus marqué. Toutefois, ce n'est probablement qu'une fois l'épidémie atténuée et les populations libres de se déplacer qu'une relance de ce type produirait réellement ses effets.

Au cours de ces dernières semaines, les banques centrales ont notamment annoncé des mesures de relance par voie monétaire et mis en place des mécanismes de liquidité qui réduisent les tensions systémiques. Elles ont ainsi soutenu la confiance, contribué à atténuer l'amplification du choc et créé de meilleures conditions pour une reprise de l'économie. Les mesures synchronisées peuvent amplifier leur effet sur chaque pays et contribueront également à dégager dans les pays émergents et les pays en développement la marge de manœuvre nécessaire pour utiliser la politique monétaire afin de gérer la conjoncture intérieure. Les instances de contrôle devraient également encourager les banques à renégocier les conditions des prêts accordés aux ménages et aux entreprises en difficulté tout en continuant d'évaluer de manière transparente le risque de crédit.

Il est essentiel d'assurer une coopération étroite au niveau multilatéral pour surmonter les effets de la pandémie, notamment dans les pays ayant des difficultés financières qui font face à un double choc sanitaire et financier, et pour orienter l'aide vers les pays où les systèmes de soins sont faibles. Il est urgent que les pays unissent leurs efforts pour ralentir la propagation du virus et mettre au point un vaccin et des traitements permettant de lutter contre la maladie. Dans l'attente de ces solutions médicales, aucun pays n'est à l'abri de la pandémie (y compris d'une récurrence une fois la première vague passée) tant que le virus continue de se propager ailleurs dans le monde.